



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 octobre 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-septième session

11-21 février 2019

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : Lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale**

### **Déclaration présentée par l'International Relations Students' Association of McGill University, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Nous sommes une organisation à but non lucratif de niveau fédéral opérant au sein de l'Université McGill, à Montréal (Canada). À l'heure actuelle, nous sommes l'une des seules organisations actives sur la scène internationale qui soit dirigée par des étudiants et dotée d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Nous ne dépendons pas de l'Université et rassemblons un large éventail d'étudiants de McGill.

Le volontariat est au cœur de notre action : tous nos programmes sont mis en œuvre par des étudiants à temps plein, qui consacrent des heures précieuses et des efforts soutenus à la promotion de la participation des étudiants aux affaires internationales sur notre campus et dans chacune de nos communautés locales et internationales.

Notre programme Junior Peacemakers revêt une importance particulière car il offre à des élèves du primaire, à Montréal, un enseignement tourné vers le monde et ses divers enjeux sociaux et politiques. Dans le cadre de cette initiative, des activités et des groupes de discussion sont mis en place, en adoptant une démarche transversale, dans l'espoir de sensibiliser les jeunes aux problématiques mondiales.

Nos membres ont la chance de participer, à titre consultatif, aux travaux de l'Organisation des Nations Unies depuis maintenant plusieurs années et se réjouissent à l'idée de maintenir leur collaboration avec le Conseil économique et social. Grâce aux expériences riches et aux connaissances solides que nos membres ont acquises en travaillant aux côtés de l'Organisation, des changements positifs ont pu être apportés aux communautés du monde entier.

Nous sommes impatients d'assister à la cinquante-septième session de la Commission du développement social et d'engager un dialogue productif sur le thème prioritaire « Lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale ». Nous sommes conscients de l'influence que toutes les parties prenantes peuvent et devraient avoir en élaborant des politiques qui promeuvent mieux l'inclusion sociale. Nous avons examiné attentivement les conclusions formulées lors de la réunion du Groupe d'experts de la Division du développement social inclusif, qui s'est tenue en juin 2018. Ayant pour but de compléter la formation de nos membres en matière de développement international et de gestion de projets, nous affirmons qu'il est indispensable de renforcer les capacités pour mettre sur pied des programmes nationaux de protection sociale efficaces. Les États Membres qui visent à encourager la création de programmes de protection sociale durables doivent d'abord s'efforcer d'élaborer des programmes multidisciplinaires à l'intention des personnes qui aspirent à mettre au point des politiques d'inclusion sociale ou qui travaillent actuellement à cette fin.

Par ailleurs, nous sommes conscients que le fait de garantir que les politiques fiscales nationales profitent, de manière équitable, à l'ensemble des acteurs de la société constitue un défi. Les gouvernements ne peuvent venir à bout des inégalités qui découlent directement des systèmes d'imposition et de transfert qu'à condition de faire de la croissance économique inclusive une priorité de leurs politiques. Plus précisément, ils doivent élaborer des politiques fiscales qui sont plus favorables aux petites entreprises et permettent de mieux distribuer les recettes provenant des taxes environnementales et de tirer le meilleur parti des impôts fonciers, en vue de promouvoir la croissance économique inclusive.

Nous aimerions qu'à sa cinquante-septième session, la Commission du développement social examine la lutte contre les inégalités de revenu, qui persistent à travers le monde, et les initiatives prises dans ce cadre pour dispenser à tous un enseignement de qualité abordable.

Nous collaborons avec enthousiasme avec les acteurs internationaux. Nous nous félicitons des progrès accomplis à l'échelle internationale, grâce au travail de l'Organisation des Nations Unies, et nous sommes prêts à affronter l'avenir. Nos membres souhaitent mieux comprendre les problèmes et les inégalités qui entravent l'inclusion sociale et connaître les solutions innovantes auxquelles la session de la Commission permettra incontestablement d'aboutir, c'est pourquoi ils y participeront de nouveau cette année. Nous nous faisons une joie de donner la parole aux chefs de file de notre génération, jeunes et passionnés, pour qu'ils partagent leur point de vue unique.

---